Éric Zemmour : «Faisons un rêve, on appellerait cela la démocratie…»

02/12/2017 à 3h42

Sur le dossier du glyphosate, Emmanuel Macron a décidé d'aller à l'encontre de la décision européenne de prolonger de cinq ans son utilisation. Au nom de l'intérêt général du pays. Et si c'était ça, la démocratie ?

Il n'a pas tardé ni hésité. Alors que l'Europe prolongeait de cinq ans l'utilisation du glyphosate par les agriculteurs, le président Macron décidait que ce désherbant serait, en France, interdit «*au plus tard dans trois ans*». Ce n'est pas le lieu de cette chronique de savoir s'il a raison ou tort ; si le glyphosate est dangereux pour la santé ou anodin ; s'il est indispensable à l'agriculture moderne ou si nos paysans devraient apprendre à s'en passer.

La réaction de notre président est en revanche fort instructive. Le chantre de la souveraineté européenne démontre qu'elle est un leurre. Le parangon de «A plusieurs, on est plus forts» nous signifie qu'à plusieurs, on peut prendre une mauvaise décision. L'adversaire résolu du repli sur soi nous montre que le repli sur soi a parfois du bon. Et pourquoi?

Parce qu'il l'a décidé ainsi. Parce qu'il a estimé que c'était l'intérêt de la France. Que l'Europe avait pris une mauvaise décision. Parce que l'Allemagne avait eu tort de sortir de sa réserve à mauvais escient. Qu'on pouvait s'asseoir sur le consensus européen à partir du moment où les intérêts supérieurs de la France étaient en jeu.

Diable! La portée de cette réaction toute jupitérienne est vertigineuse. On imagine qu'Emmanuel Macron pourrait

judicieusement donner toute la mesure de cette nouvelle perspective. Ne plus appliquer les accords de Schengen, car l'ouverture de nos frontières est contraire à l'intérêt de la France. Ne plus appliquer la jurisprudence de la Cour de justice européenne et de la Cour des droits de l'homme qui nous empêchent de renvoyer en pratique les demandeurs d'asile. Ne plus appliquer la directive sur les travailleurs détachés. Sortir des règles du traité de Maastricht les dépenses militaires qui nous empêchent d'équiper nos armées. Ne plus se soumettre à l'Autorité de la concurrence lorsqu'elle défavorise nos derniers champions industriels nationaux.

On pourrait prolonger la liste indéfiniment selon les orientations de chacun. On voterait et on choisirait les priorités plébiscitées par une majorité de Français. On appellerait cela la démocratie. On appellerait cela la souveraineté. On appellerait cela une nation. C'est tout le problème de l'Europe. Elle n'est pas une nation car il n'y a pas de peuple européen. Il ne peut donc y avoir de démocratie européenne, car la démocratie, c'est l'acceptation par la minorité de sa défaite au nom d'un intérêt supérieur, qui est l'intérêt général du pays. Quand la France de Macron se retrouve en minorité, elle ne reconnaît pas sa défaite et trace sa propre voie.

Macron aura désormais du mal à tancer les Hongrois et les Polonais qui ont refusé les migrants que voulait leur imposer la Commission de Bruxelles: eux aussi, mis en minorité, ont estimé que leur intérêt national était en jeu. Les partisans de l'Europe fédérale n'ont jamais renoncé à voir dans les vieilles nations de simples régions appelées à se fondre dans les futurs Etats-Unis d'Europe. Ils dénoncent sans se lasser les «égoïsmes nationaux». Sauf que, pour chaque nation, son égoïsme s'appelle intérêt général.

Le Figaro

Merci à **valdorf**